

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

*Procédure adaptée, conformément aux articles
L2120-1-2°, L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 du Code de la Commande
Publique*

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET DE LA CONSULTATION :

**Travaux d'aménagement d'une place
Rue de l'Église à COURTOIS SUR YONNE (89100)**

MAITRE D'OUVRAGE :



Commune de COURTOIS-SUR-YONNE
18, rue de l'Eglise
89100 COURTOIS-SUR-YONNE
Tel : 03.86.97.01.65
Email : accueilmairie@courtois-sur-yonne.fr

MAITRE D'ŒUVRE :



AZIMUT CONSEILS
SARL de Géomètres Experts
20, place des Héros – 89100 SENS
Tel : 03.86.65.12.73
E-mail : contact@azimut-conseils.com

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Le 25 juillet 2025 à 12 heures

1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet de la consultation

Le présent marché de travaux est de type «exécution». Il concerne l'aménagement d'une place rue de l'Église à COURTOIS-SUR-YONNE (89100). Ces travaux sont liés aux travaux d'aménagement d'un bâtiment communal connexe. C'est pourquoi, le maître d'ouvrage souhaite que les travaux soient réalisés avant la fin du mois de novembre 2025. Les travaux de finition de la place devront être réalisés après finition des travaux d'aménagement du bâtiment communal.³

1.2 – Étendue et mode de consultation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, définie aux articles L 2120-1-2°, L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 du Code de la Commande Publique.

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par :

AZIMUT CONSEILS

SARL de Géomètres Experts

20, place des Héros – 89100 SENS

Tel : 03.86.65.12.73 – contact@azimut-conseils.com

1.3 - Décomposition en tranches et en lots

1,31 - Tranche

Les travaux définis ne comportent qu'une tranche de réalisation, mais seront réalisés en deux phases.

1,32 - Lot

L'ensemble des travaux est réalisé en un lot.

1.4 Condition de participation des concurrents

Groupement

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique,
- Soit avec un groupement.

Conformément aux dispositions de l'article R 2142 du Code de la commande Publique, il n'est imposé aucune forme de groupement.

Néanmoins, en cas de groupement conjoint le mandataire devra être solidaire afin de permettre au maître d'ouvrage de se prémunir d'une éventuelle défaillance d'un des membres du groupement sur le délai de réalisation des travaux.

Il est interdit aux candidats de présenter une offre :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, les candidats devront obligatoirement fournir une déclaration relative à la sous-traitance signée par le sous-traitant potentiel.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Durée du marché

Le marché court à compter de sa date de notification et s'achève à l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

2.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché est défini par l'entreprise dans l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser **2 mois**.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

2.4 - Variantes

Toutes les variantes, à condition qu'elles soient au moins techniquement équivalentes, avec justificatifs accompagnant la réponse à la présente consultation, seront admises.

2.5 Modalités de financement

Les ouvrages faisant l'objet des marchés seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Les dispositions concernant les prix, leur variation, leur contenu et à leurs caractéristiques sont précisées dans le C.C.A.P.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

2.6 – Contrôle technique

Sans objet.

2.7 – Complément à apporter au CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Règlement de consultation
- Acte d'engagement
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Bordereau des Prix
- Détail Estimatif
- Plan des travaux d'aménagement

3.2 – Modalité d'obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Aucun envoi du dossier par voie postale ne sera fait.

3,3 – Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date ci-dessus est reportée, la disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 – PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

4,1 – Eléments relatifs à la candidature :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- 1 – La lettre de candidature (DC1 ou le DUME), dûment complété
- 2 – La déclaration du candidat (DC2 ou le DUME), dûment complété
- 3 – La déclaration que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir et notamment qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles [L. 2141-1 à L. 2141-5](#) et [L. 2141-7 à L. 2141-11](#) notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- 4 – Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet
- 5 – Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L125-1 et L 125-3 du Code du Travail.
- 6 – Une attestation sur l'honneur que l'entreprise, si elle est concernée, a rempli les obligations prescrites aux articles L323-1, L323-8-5 et L323-8-2 du code du Travail.
- 7 – Une attestation sur l'honneur que l'entreprise candidate n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux article 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du code pénal, ainsi que par le deuxième alinéa de l'article L152-6 du Code du Travail et par l'article 1741 du Code Général des Impôts.
- 8 - Certificats de qualifications professionnelles
- 9 - Certificats de capacité ou liste de références pour des travaux similaires de moins de 5 ans indiquant le montant, la date et le maître d'œuvre ou d'ouvrage public ou privé. (Préciser la personne à contacter avec son numéro de téléphone)

Le candidat veillera à ne fournir que les éléments demandés.

En cas de groupement ou de sous-traitance, les pièces énumérées doivent être produites pour chaque membre du groupement ou des sous-traitants. En outre, en cas de sous-traitance, le candidat devra produire une déclaration par le sous-traitant indiquant qu'il mettra bien ses moyens à disposition.

4,2 – Eléments relatifs à l'offre :

- 1 - l'acte d'engagement, dûment complété et signé par la personne habilitée,
- 2 - le détail estimatif
- 3 - le bordereau des prix
- 4 - l'acceptation des CCTP et CCAP
- 5 - une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par une personne ayant qualité pour engager la société, pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations fiscales et sociales,
- 6 – une note technique de 5 pages maximum, relatif aux moyens, matériaux, etc. mis en œuvre par le candidat pour l'exécution du marché. La présente note sera organisée suivant la même trame que celle définie en annexe n°1 à la fin du présent document, en répondant à chacune des questions posées. Etant précisé que ce document sera une pièce constitutive du marché.
- 7 – le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

Le candidat retenu devra produire, dans les 10 jours à compter de la date de notification de cette décision :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- les attestations d'assurances professionnelles.

Etant précisé que le dossier électronique devra être ordonné et hiérarchisé, pièces de candidature d'une part et pièces d'offre d'autre part ;

Il est suggéré que les pièces soient numérotées et dénommées de la manière suivante :

« Numéros de pièce-CAND-Nom du document.* » (CAND pour Candidature) ou encore
« Numéros de pièce-OFFRE-Nom du document.* »

5 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5,1 – Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : garanties et capacités techniques, professionnelles et financières.

5,2 – Jugement des offres

Conformément à l'article R 2152-7 du Code de la Commande Publique, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, sera effectué selon les critères désignés ci-dessous, affecté des coefficients suivants :

Critères	Coefficient
Prix des prestations	2
Valeur technique	2
Délai de réalisation	1

Méthodologie pour le classement des offres :

**Classement pour le critère relatif à la valeur technique :*

Sur la base de la note technique, une note sur 20 sera attribuée à chacune des offres en fonction des réponses apportées, sachant que :

- les questions 1 et 6 seront notées sur 4 points
- les questions 2, 3 et 4, seront notées sur 2 points.
- les questions 5 et 7, seront notées sur 3 points

En cas de non respect des demandes de présentation du mémoire technique, la notation relative à la valeur technique sera diminuée de 5 points.

**Classement pour le critère relatif au prix :*

Les offres seront classées par ordre croissant des montants indiqués sur chacun des détails estimatifs, après vérification de ces derniers. Le barème d'attribution est le suivant : une note égale à 20/20 pour l'offre la moins disante et une note inférieure pour les suivants.

**Classement pour le critère relatif au délai de réalisation :*

Les offres seront classées par ordre croissant du délai de réalisation des travaux. Le barème d'attribution est le suivant : une note égale à 20/20 pour le candidat qui indique un délai de réalisation le plus court, et une note inférieure pour les suivants.

Nota : tout délai de réalisation incohérent, sera pénalisé.

Les offres seront classées par ordre décroissant.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats demandés dans le délai du présent règlement, son offre est rejetée.

Si une offre paraît anormalement basse, elle peut être rejetée par décision motivée après avoir demandé par écrit les précisions et vérifier les justifications fournies.

En cas de discordance constatée dans une offre d'un entrepreneur candidat, entre les prix forfaitaires ou unitaires qui figurent dans le détail estimatif et ceux qui figurent au bordereau des prix, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix ou la décomposition du prix prévaudront sur toutes les indications de l'offre et le montant au détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplications, d'additions ou de report qui seraient constatées dans ces documents seront également rectifiées.

Pour le jugement de la consultation, le montant de l'offre qui figurera à l'acte d'engagement sera aligné sur le montant du détail estimatif, comme indiqué ci-dessus.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ces documents pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le candidat retenu devra produire, dans les 10 jours à compter de la date de notification de cette décision :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- les attestations d'assurances professionnelles.

Etant précisé qu'une négociation pourra être engagée avec les offres déclarées conformes, avec les trois meilleurs placés.

6 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

6.1 Dépôt et condition de remise du pli

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli électronique contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Modalités de transmission

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le format « pdf » est préconisé pour la transmission des documents. A défaut le candidat veillera à ce que les fichiers transmis le soit dans un format largement disponible.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Précautions à prendre à l'avance pour répondre aisément par voie électronique :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas précisés à l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. Elle sera transmise au choix du candidat par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Conditions de signature électronique des documents :

La signature électronique des pièces n'est pas exigée.

6.2 Réception des plis

Le pli devra impérativement parvenir au pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Concernant la transmission électronique des plis, la plate-forme de dématérialisation utilisée par le pouvoir adjudicateur assure un horodatage de la transmission des plis. Les candidats devront veiller, en cas de fichiers volumineux, à ce que l'intégralité de leur pli soit téléchargée avant la date limite de réception des offres.

7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats adresseront une demande par courriel au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

Une réponse sera adressée 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

8 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif de Dijon est compétent pour connaître des litiges nés de la présente consultation

ANNEXE 1 : Trame de mémoire technique

<p>1 - Décrivez précisément votre organisation et votre façon d'exécuter votre cahier des charges pour respecter votre calendrier prévisionnel qui devra être fourni. REPONSE DU CANDIDAT :</p>
<p>2 - Précisez le personnel et son encadrement que vous allez mettre à disposition au chantier par phase d'intervention (nombre précis et qualification, nombre de jours d'activité pour le personnel et l'encadrement) REPONSE DU CANDIDAT :</p>
<p>3 - Décrivez le matériel que vous allez mettre à disposition au chantier par phase d'intervention (caractéristiques, nombre...) REPONSE DU CANDIDAT :</p>
<p>4 - Précisez toutes les fournitures que vous prévoyez (origine, marque, certification, négoce) REPONSE DU CANDIDAT :</p>
<p>5 - Décrivez votre organisation vis à vis de l'hygiène et de la gestion des déchets sur le chantier sur le chantier. REPONSE DU CANDIDAT :</p>
<p>6 - Décrivez votre organisation vis à vis de la sécurité sur le chantier, avec plan de circulation, moyens mis en œuvre pour maintenir la signalisation en place pendant le chantier. REPONSE DU CANDIDAT :</p>
<p>7 - Décrivez votre organisation vis-à-vis 8 de la gestion des nuisances vis-à-vis des riverains : poussière, bruit, émission de CO2, etc. REPONSE DU CANDIDAT :</p>